



## **Balkanologie**

Revue d'études pluridisciplinaires

**Vol. V, n° 1-2 | 2001**

**Volume V Numéro 1-2**

---

# Brčko, un microcosme de la Bosnie ?

Laurence Robin-Hunter

---



### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/691>

ISSN : 1965-0582

### **Éditeur**

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

### **Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2001

ISSN : 1279-7952

### **Référence électronique**

Laurence Robin-Hunter, « Brčko, un microcosme de la Bosnie ? », *Balkanologie* [En ligne], Vol. V, n° 1-2 | décembre 2001, mis en ligne le 31 mai 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/691>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# Brčko, un microcosme de la Bosnie ?

Laurence Robin-Hunter

---

- 1 Lors de la négociation des accords de paix à Dayton en décembre 1995, Bochniaques, Serbes et Croates s'accordent sur le partage de la Bosnie-Herzégovine en deux entités, la Fédération croato-bochniaque (Fédération) et la République serbe (RS), excepté pour la ville de Brčko. Les représentants de la Fédération la revendiquent parce que les Serbes y étaient minoritaires avant la guerre, et parce qu'elle représente pour eux une "ouverture", une "porte" vers l'Europe. Mais les Serbes ne sont pas prêts à abandonner une ville qu'ils ont pris par la force en mai 1992, pour des raisons stratégiques. Le "corridor de Brčko" relie en effet la partie orientale de la RS à sa partie occidentale et, sans lui, cette entité ne constituerait pas un territoire continu. La communauté internationale décide alors de créer un Tribunal formé de trois juges-arbitres : un juge de la Fédération, un juge de la RS, et un arbitre-président américain. Ce tribunal devra décider, au plus tard un an après l'entrée en vigueur des accords de Dayton, à qui revient la ville de Brčko.
- 2 Dans les faits, le Tribunal reportera deux fois sa décision, et le sort de Brčko ne sera finalement scellé qu'en mars 1999. Entre-temps, cette ville sera le théâtre de fortes rivalités entre Bochniaques, Serbes et Croates et, pendant trois ans, les représentants de la Fédération et de la RS useront de stratégies diverses pour convaincre le Tribunal de la légitimité de leur revendications respectives. Cet article traite de cette période, sur la base des observations que j'ai pu faire à Brčko au cours des trois années que j'ai passées en Bosnie-Herzégovine, après les accords de Dayton. Par contre, il ne fait que succinctement référence aux changements intervenus après la décision finale du Tribunal, car je n'ai obtenu que des informations générales sur cette région après mon départ au printemps 1999.

## Brčko : un enjeu stratégique majeur pour les Serbes

- 3 Jusqu'à la veille de la guerre en Bosnie-Herzégovine, la ville de Brčko n'apparaît pas être d'une importance stratégique particulière, même si elle se trouve au carrefour de plusieurs axes de communication fluvial, ferroviaire et routier. L'intérêt des Serbes pour

Brčko se manifeste à l'automne 1991, lorsque cinq Régions autonomes serbes, englobant des espaces où les Serbes ne sont pas majoritaires, sont instaurées en Bosnie-Herzégovine. La municipalité de Brčko est incluse dans ces régions autonomes, qui couvrent près de 58 % du territoire bosniaque.

- 4 Après un plébiscite sur l'autodétermination de ces différentes régions autonomes, organisé les 9 et 10 novembre 1991, les Serbes proclament le 9 janvier 1992 une "République serbe de Bosnie-Herzégovine" (RS), dont Radovan Karadžić prend la tête. C'est dans ce contexte que se tient les 29 février et 1er mars 1992 le référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Le résultat est un "oui" massif obtenu par les votes des Bochniaques et des Croates, les Serbes ayant boycotté le scrutin. La Bosnie-Herzégovine déclare son indépendance le 6 avril 1992. L'Armée populaire yougoslave (*Jugoslovenska Narodna Armija* -JNA), qui s'appuie sur les Régions autonomes serbes, mène alors un véritable *Blitzkrieg* : en deux mois, elle occupe une grande partie de la Bosnie orientale et occidentale.
- 5 La tactique des forces serbes consiste à garantir la circulation entre les territoires sous leur contrôle, et à empêcher les liaisons de leurs adversaires. Or, début mai 1992, les territoires que les Serbes contrôlent à l'est et à l'ouest de la Bosnie ne sont pas encore connectés. Ils cherchent donc à établir un corridor les reliant dans le nord de la Bosnie. C'est à partir de ce moment que la ville de Brčko devient pour eux un enjeu stratégique majeur. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai 1992, l'armée yougoslave attaque Brčko. Elle rencontre une faible résistance : la ville tombe après six jours de combats seulement. Les forces serbes entreprennent ensuite d'élargir leurs conquêtes à l'ouest et au sud de Brčko, pour achever de former le corridor. C'est seulement au début de juillet qu'ils y parviennent. Le corridor de Brčko permet alors le ravitaillement depuis la Serbie des troupes serbes se trouvant en Bosnie occidentale et en Krajina (Croatie).

### Une ville ethniquement « nettoyée », puis colonisée

- 6 Peu après l'attaque de la ville fin avril 1992, de nouvelles autorités municipales, dirigées par les membres locaux du parti de R. Karadžić, le Parti démocratique serbe (*Srpska Demokratska Stranka* – SDS), sont mises en place. Celles-ci mènent une véritable politique de nettoyage ethnique dans le corridor. Des paramilitaires serbes venus d'autres régions de Bosnie-Herzégovine ou de Serbie "nettoient" le territoire conquis : les populations civiles bochniaque et croate sont chassées, ou exterminées dans des camps de détention. Le corridor de Brčko est ensuite repeuplé par des Serbes venant de différentes régions de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. Ainsi, le nombre de déplacés et de réfugiés<sup>1</sup> serbes (27 000 en 1999) y devient progressivement beaucoup plus important que celui des résidents serbes (16 000).
- 7 La première vague d'arrivée de déplacés serbes à Brčko a lieu au début de la guerre. La plupart d'entre eux originaires du sud de la municipalité de Brčko, resté sous contrôle croato-bochniaque ("Brčko -Fédération"), ou des municipalités de Tuzla, Orašje et Zenica, arrivent au début de l'été 1992<sup>2</sup>. Les grandes vagues d'arrivée suivantes n'ont lieu qu'à la fin de la guerre, lorsque les Bochniaques et les Croates reprennent certains territoires. Ainsi, la plupart des déplacés de Bihać fuient l'armée bosniaque qui, en octobre 1994, a lancé une offensive au sud de cette enclave<sup>3</sup>. La plupart des déplacés de Jajce arrivent suite à la prise de cette ville par l'armée croate en août 1995<sup>4</sup>. En outre, la fin de la guerre ne signifie pas la fin des mouvements de population serbe en direction de Brčko. La

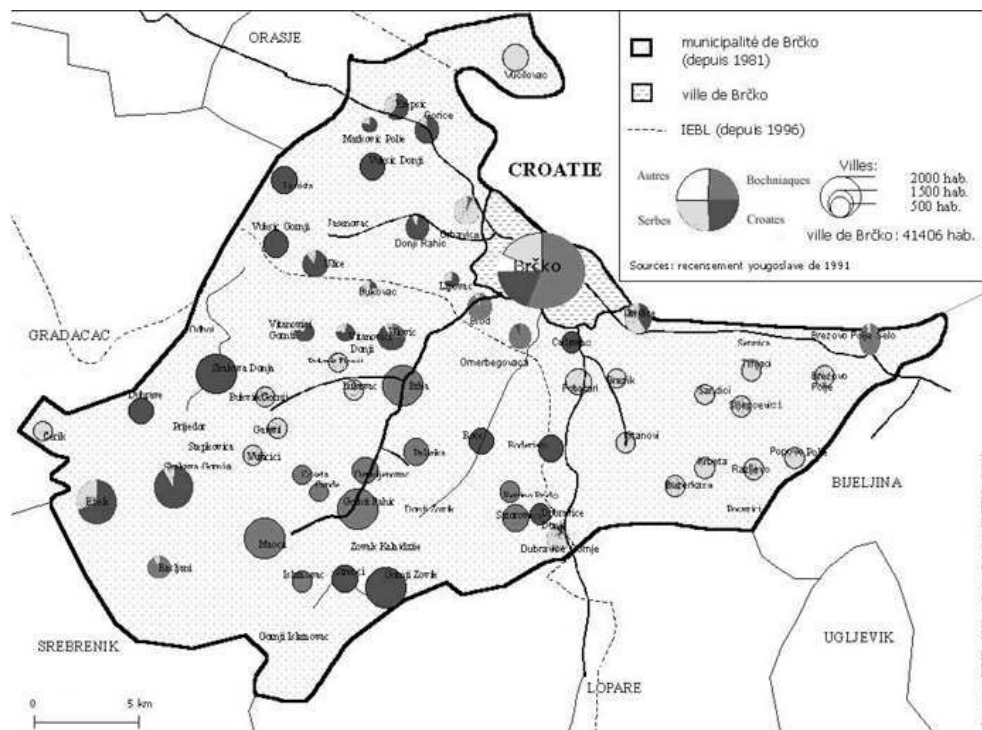
majorité des déplacés serbes de Sarajevo arrivent en effet en 1996, après la signature des accords de Dayton : quatre municipalités de Sarajevo (Hadžići, Ilidža, Ilijaš et Vogošća), ainsi que le quartier central de Grbavica, passent alors sous le contrôle de la Fédération. Cette décision a pour conséquence le départ des Serbes qui refusent de vivre dans un territoire gouverné par les Bochniaques. Sur les 50 000 Serbes qui quittent alors Sarajevo, 5 000 partent s'installer à Brčko. Quant aux réfugiés de Croatie (environ un millier), ils viennent plus particulièrement de Slavonie et de Krajina. Certains rejoignent Brčko dès 1991, lorsque la guerre éclate en Croatie. D'autres arrivent en 1995 seulement, lorsque les Croates lancent leurs opérations "Eclair" (Slavonie occidentale, mai 1995) et "Tempête" (Krajina, août 1995), ou quand commence le processus de réintégration pacifique de la Slavonie orientale sous autorité croate (janvier 1996).

- 8 La raison pour laquelle les déplacés et réfugiés serbes viennent non seulement des municipalités voisines, mais aussi de régions plus éloignées, est simple : la ville de Brčko, "nettoyée" de ses habitants croates et bochniaques, n'est en fait guère détruite. Il y a par conséquent beaucoup de maisons inhabitées et disponibles. D'autre part, les représentants du SDS assurent la population serbe que Brčko, du fait de sa situation stratégique, sera défendue ardemment par l'armée yougoslave et restera sous contrôle serbe. Brčko est la ville la plus sûre pour les Serbes en Bosnie-Herzégovine, et représente donc un "Eldorado serbe". C'est pourquoi, lorsque le SDS organise dans les principales villes de Bosnie-Herzégovine des convois en partance pour Brčko, les Serbes, terrifiés à l'idée d'une attaque des forces croato-bochniaques, n'hésitent pas à tout abandonner derrière eux pour aller s'y réfugier.
- 9 Parallèlement au nettoyage ethnique et à la colonisation, les Serbes assurent jusqu'à la fin de la guerre la défense militaire du corridor de Brčko. A plusieurs reprises, les Bochniaques et les Croates tentent en vain de le reprendre. Aussi, de 1992 à 1995, la municipalité de Brčko est traversée par la ligne de front. A la signature des Accords de Dayton, celle-ci devient la Ligne-frontière inter-entités (*Inter-Entity Boundary Line* – IEBL), qui sépare la Fédération croato-bochniaque et la République serbe. Un tiers de la municipalité de Brčko appartient alors à la RS (région administrative de Bijeljina). Ce territoire est appelé "corridor de Brčko" ou "Brčko ko-RS". Le reste du territoire, appelé "Brčko -Fédération", appartient à la Fédération croato-bochniaque, et plus exactement au canton de Tuzla-Podrinje.
- 10 Le nettoyage ethnique et la colonisation du territoire bouleversent la composition ethnique du corridor de Brčko. La municipalité de Brčko était majoritairement bochniaque et croate avant la guerre (Carte 1). D'après le recensement yougoslave officiel de 1991, le territoire correspondant au corridor de Brčko comptait alors une population totale de 58 171 habitants, dont 25 914 Musulmans / Bochniaques (44 %), 15 367 Serbes (26 %), 9 016 Croates (15 %) et 7 874 "Autres" (13 %). A la fin de la guerre, l'homogénéité ethnique du corridor est flagrante, puisque plus de 95 % de sa population est serbe (Carte 2). Les autorités serbes de Brčko vont s'évertuer à conserver cette homogénéité par la mise en place d'une défense politique et physique du corridor de Brčko.

## Les élections municipales de 1997 et la légitimation du pouvoir serbe

- 11 En Bosnie-Herzégovine, les premières élections municipales d'après-guerre ont lieu les 13 et 14 septembre 1997. Elles sont importantes car la plupart des conseils municipaux, dont celui de Brčko, sont dominés par des personnes ayant usurpé le pouvoir pendant la guerre, et dépourvues de mandat démocratique. A Brčko o, les dernières élections municipales d'avant-guerre (novembre 1990) avaient concerné tout le territoire de la municipalité. Or, sept ans plus tard, celle-ci est partagée en deux par l'IEBL. Comment faut-il alors organiser les élections ? Les autorités de la Fédération refusent d'organiser des élections municipales pour Brčko -Fédération, car ce serait reconnaître le partage de la municipalité et préjuger ainsi de l'arbitrage en suspens. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui supervise les élections, les autorités de la RS et celles de la Fédération trouvent alors un compromis : le nouveau conseil municipal élu n'aura sous sa responsabilité que les localités situées dans le corridor de Brčko (dont la ville de Brčko elle-même), les localités situées dans Brčko -Fédération restant par contre sous le contrôle des autorités constituées pendant la guerre par les Bochniaques et les Croates.

Carte 1 - Répartition ethnique de la population de la municipalité de Brčko en 1991







l'inscription des déplacés sur les listes électorales de Brčko à leur présence sur les listes du recensement de 1991 (afin d'éviter que des Serbes de Croatie ne s'inscrivent sur les listes), et à la présentation d'une carte de déplacé ou d'un certificat de résidence prouvant qu'ils habitent à Brčko depuis le 31 juillet 1996 au moins. Or, tous les déplacés n'ont pas ces documents. Les autorités serbes fabriquent donc de fausses cartes d'identité, ainsi que des cartes de résidents antérieures au 30 juillet 1996.

- 14 La fraude est tellement évidente qu'elle est découverte par l'OSCE, et le processus d'enregistrement doit être repris depuis le début. Durant la seconde tentative d'enregistrement, de nouvelles fraudes ont lieu. L'OSCE décide alors de destituer trois des candidats présents sur la liste du SDS à Brčko. Les dirigeants du SDS ripostent en menaçant de boycotter les élections. Dans le même temps, une "erreur" d'enregistrement portant sur 2 660 noms serbes est découverte par l'OSCE, et ceux-ci sont rajoutés sur les listes électorales. A la suite de cette rectification, le SDS décide de participer aux élections et *nous allons vite comprendre pourquoi*. Le 10 octobre 1997, les résultats des élections municipales à Brčko sont annoncés publiquement : les partis serbes ont gagné de justesse la majorité, avec 53,58 % des voix. Or, ce sont justement ces 2 660 électeurs serbes supplémentaires qui ont fait basculer la majorité en faveur des partis serbes. Les Bochniaques et les Croates crient au scandale, estimant que les Serbes ont bénéficié d'un traitement de faveur. L'OSCE ne donne aucune explication à ce sujet, et les plaintes des Bochniaques et Croates ne sont pas retenues. Ceci compromet l'intégrité des élections municipales à Brčko, mais les partis serbes ont atteint leur objectif : la municipalité reste sous le contrôle d'un maire serbe, membre du SDS, et les Serbes obtiennent la majorité des sièges au conseil municipal (30 sièges sur 56).

## La consolidation physique des conséquences du nettoyage ethnique

- 15 Après la guerre, les autorités serbes de Brčko veillent également à ce qu'aucun Bochniaque ou Croate ne pénètre dans le corridor. Le trafic est surveillé et régulé par la police serbe, qui met en place de check-points illégaux à l'entrée du corridor, sur toutes les routes menant à Brčko. Il est alors facile de connaître la nationalité d'un conducteur grâce à la plaque d'immatriculation de sa voiture car, jusqu'au début de l'année 1998, il existe trois sortes de plaques minéralogiques correspondant aux trois communautés bosniaques<sup>5</sup>. La police arrête donc toutes les voitures dont la plaque d'immatriculation n'est pas serbe et les rackette. Aussi, les conducteurs non-serbes ne peuvent pas rentrer dans la ville de Brčko, et n'ont plus qu'à faire demi-tour. Cette entrave à la liberté de mouvement restera possible jusqu'à ce que la communauté internationale décide de mettre en place un système de plaques d'immatriculation unique pour toute la Bosnie-Herzégovine.
- 16 Les accords de Dayton prévoient le retour des personnes déplacées et réfugiées dans leurs foyers d'origine. Or, lorsque les Bochniaques et Croates réussissent à passer les barrages de la police serbe à l'entrée du corridor, ils rencontrent un autre obstacle, d'ordre légal cette fois-ci, à leur retour définitif. En effet, en janvier 1996, une loi sur le logement proposée par le SDS est adoptée en RS. Cette loi s'intitule *Loi sur l'utilisation de la propriété abandonnée*. Selon la clause principale de cette nouvelle loi, « les logements qui n'ont pas été réclamés et réhabités avant le 6 janvier 1996 par leur locataire ou propriétaire

d'avant-guerre, sont déclarés abandonnés et peuvent être réalloués à un nouvel occupant de façon définitive ». Or, il est évident que, deux semaines à peine après la signature des accords de paix, les déplacés et réfugiés n'ont pas eu le temps de rentrer chez eux. Cette loi signifie donc clairement que les maisons des Bochniaques et des Croates ne leur seront pas restituées si elles sont occupées. Suite à l'adoption de cette loi, les autorités serbes de Brčko n'ont qu'une obsession : reloger les déplacés serbes dans toutes les maisons bochniaques et croates encore vides aux alentours de Brčko (le centre-ville est saturé début 1996), et particulièrement dans les secteurs où les retours doivent débiter. Les autorités installent alors des déplacés serbes dans ces futures zones de retours, afin de créer un "bouclier humain" empêchant le retour des Bochniaques et Croates<sup>6</sup>. Cette *Loi sur la propriété abandonnée* entrave durant trois ans le retour des personnes déplacées et réfugiées dans leur foyer d'avant-guerre. Il faut en effet attendre le 2 décembre 1998 pour que, sous pression internationale, une nouvelle loi permette aux propriétaires et locataires d'origine de récupérer leur logement. Ainsi, de la signature des accords de Dayton au début de l'année 1999, les Bochniaques et les Croates de Brčko n'ont eu aucun recours légal pour empêcher la spoliation de leurs biens.

- 17 De plus, lorsque certains Bochniaques et Croates aventureux prennent le risque de retourner sur leur lieu d'habitation d'avant-guerre, la réponse des Serbes est souvent violente. Ils intimident les candidats au retour et les persuadent que leur sécurité n'est pas assurée dans le corridor de Brčko. En 1996, des Bochniaques et des Croates commencent à reconstruire leur maison aux alentours de Brčko, en prévision de leur retour. Ils sont attaqués à plusieurs reprises, et les soldats de l'OTAN doivent intervenir afin de calmer les esprits "belliqueux". Des actes de violence contre les Bochniaques ont également lieu en 1997<sup>7</sup>. En 1998, à douze occasions différentes, des habitants serbes de Brčko organisent des manifestations contre les retours des Bochniaques et des Croates dans des localités se trouvant à l'ouest de Brčko (Klanac, Ivici et Gluhakovac), ainsi que dans le centre même de la ville (Meraje). Les familles bochniaques et croates qui reviennent vivre dans le corridor de Brčko sont constamment harcelées. La stratégie d'intimidation des ultranationalistes serbes fonctionne bien, puisqu'un nombre très faible de retours est enregistré durant les trois premières années suivant la fin de la guerre.
- 18 Parallèlement, les autorités serbes tentent de créer un environnement totalement serbe, et de convaincre les déplacés de rester sur place. Après avoir pris le contrôle de Brčko, les Serbes ont effacé toute trace de la religion musulmane. Il y avait six monuments religieux dans la ville de Brčko avant la guerre : trois mosquées, deux églises catholiques et une église orthodoxe. L'église orthodoxe n'a pas été touchée pendant la guerre, et les deux églises catholiques ont été à peine endommagées. En revanche, les trois mosquées ont été dynamitées et totalement détruites en 1992. Les autorités de la ville ont construit à leur place des parking ou des espaces verts. Après la guerre, elles érigent aussi des monuments à la gloire de héros serbes, pour marquer la ville du sceau serbe. Ainsi, en septembre 1997, un monument est inauguré à la gloire de Draža Mihajlović, chef des tchetniks serbes pendant la Seconde Guerre mondiale. Quelques semaines plus tard, un monument dédié *Aux défenseurs serbes de Brčko* est érigé dans le centre-ville. D'autre part, les noms de rue renvoyant à la culture bochniaque ou croate sont supprimés au profit de noms de héros et victimes serbes des différentes guerres. Fin 1998, la signalisation des rues est faite exclusivement en alphabet cyrillique.
- 19 Afin de convaincre les déplacés serbes qui se trouvent en situation précaire à Brčko de ne pas retourner en Fédération, les autorités serbes n'hésitent pas à construire de nouveaux



logements sur des terrains appartenant à des non-serbes. Par exemple, plus de 2 000 logements sont créés dans les localités de Grbavica, Dizdaruša, Ivici, Klanac et Rijeke en 1998. Officiellement, ces logements ont été alloués aux déplacés qui logeaient en centre collectif ou qui partageaient une maison avec une autre famille. Enfin, les autorités serbes emploient un autre instrument : la propagande. On entend dire dans la ville de Brčko que, “de l’autre côté” (en Fédération), les “Turcs” attendent les Serbes pour les égorger. La plupart des déplacés sont effrayés à l’idée de retourner chez eux. Le discours des autorités serbes est clair : la Fédération ne leur permettra pas de récupérer leurs maisons ; autant rester à Brčko où ils sont certains d’avoir un toit. Les autorités serbes passent notamment sous silence la nouvelle loi sur le logement adoptée par la Fédération le 12 mars 1998, qui permet la restitution des biens immobiliers à leurs occupants et propriétaires d’avant-guerre. Un an après le vote de cette loi, de nombreux déplacés serbes à Brčko l’ignorent toujours, parce que la télévision et la presse de la Fédération y sont interdits. La censure et la propagande fonctionnent bien : la plupart des déplacés serbes ne font aucune demande auprès des autorités de la Fédération pour récupérer leur maison. Les quelques familles qui accomplissent une telle démarche (45 en 1997, sur un total d’environ 26 000 déplacés) font preuve de courage, non seulement parce qu’elles ne savent pas exactement ce qui les attend en Fédération, mais aussi parce qu’elles doivent faire face aux intimidations des autorités serbes. En effet, quand celles-ci apprennent que des familles serbes désirent retourner en Fédération, elles les terrorisent.

- 20 Ainsi, les autorités serbes jouent la carte de la perpétuation du fait accompli politique et démographique sur le territoire du corridor de Brčko, afin de légitimer sa possession par la République serbe. Cette politique est principalement mise en place par les membres du parti de R. Karadžić. Après avoir organisé le repeuplement du corridor de Brčko, ils assurent sa préservation à la fois politique et physique. Afin d’atteindre leurs objectifs, ils utilisent les déplacés et les réfugiés serbes, grâce à qui Brčko est devenue une ville serbe. De même, c’est grâce à leurs voix que le SDS assoit et légitime son pouvoir.

## La « reconquête » de Brčko par les Bochniaques et les Croates

- 21 Si les autorités serbes s’opposent au retour des déplacés serbes en Fédération, qu’en est-il des autorités de la Fédération ? Se prononcent-elles pour le retour des déplacés à Brčko ? Et quelle est la stratégie des Bochniaques et des Croates expulsés de cette ville ?
- 22 En mai 1992, les Bochniaques et les Croates chassés du corridor par les forces serbes se réfugient dans des zones contrôlées par l’armée bosniaque et le Conseil de défense croate (*Hrvatsko Vijeće Odbrane* - HVO). Ils fuient principalement vers le sud, les territoires situés à l’est et à l’ouest de la ville étant occupés par les Serbes. Beaucoup s’arrêtent dans les villages de Brčko-Fédération<sup>8</sup>, où ils forment une nouvelle municipalité qu’ils intitulent “Brčko libre”, en opposition à la municipalité serbe. En référence à leur situation de déplacés, ils la qualifient aussi de “gouvernement en exil”. Bochniaques et Croates restent unis en son sein pendant deux ans, jusqu’à ce que les Croates décident en juin 1994 de créer leur propre municipalité, indépendante de l’autorité de “Brčko libre”. Deux municipalités distinctes coexistent alors sur le territoire de Brčko -Fédération : l’une, bochniaque, appelée “Rahić-Brčko”, et l’autre, croate, appelée “Ravne-Brčko”.

- 23 En 1997, les autorités locales de Rahić-Brčko et Ravne-Brčko, ainsi que celles de la Fédération, s'opposent à la tenue d'élections municipales sur le territoire de Brčko-Fédération. Elles estiment en effet que, un scrutin étant déjà organisé pour le conseil municipal de Brčko-RS, un vote séparé à Brčko-Fédération officialiserait l'existence de deux municipalités : l'une en Fédération et l'autre en RS, incluant la ville de Brčko. De plus, les autorités croato-bochniaques ne veulent pas prendre le risque d'organiser des élections à Brčko -Fédération pour une autre raison : les déplacés bochniaques et croates pourraient alors voter soit pour le conseil municipal de Brčko-RS, soit pour celui de Brčko-Fédération. En ne leur laissant pas le choix, la Fédération est davantage assurée que ces déplacés "réserveront" leurs voix pour le scrutin municipal de Brčko-RS. Cette stratégie conduit environ 18 500 Bochniaques et Croates à voter en RS, et permet donc aux partis bochniaques et croates d'obtenir 46,42 % des voix, et 26 sièges sur 56 au conseil municipal de Brčko-RS.
- 24 Les autorités croato-bochniaques luttent pour une "reconquête" non seulement politique, mais aussi physique du corridor de Brčko. Elles poussent au retour des déplacés bochniaques et croates pour plusieurs raisons. Premièrement, ce retour des déplacés dans leurs foyers d'origine est un droit légitime inscrit dans les accords de Dayton. Deuxièmement, les autorités de la Fédération craignent que la communauté internationale ne "donne" Brčko à la République serbe, simplement parce que Brčko est devenu *de facto* une ville serbe. Aussi, jusqu'à la décision finale du Tribunal en mars 1999, elles cherchent à contrebalancer le poids démographique de la population serbe sur ce territoire.
- 25 La "reconquête" du corridor de Brčko reste toutefois géographiquement limitée. En effet, Bochniaques et Croates reviennent là où leurs logements sont détruits, plutôt que là où ils sont restés intacts. Ce phénomène est facilement explicable : dans les secteurs où tout a été détruit, la communauté internationale finance la reconstruction des maisons pour faciliter le retour des déplacés et des réfugiés. Dans les secteurs non-endommagés, par contre, les autorités serbes de Brčko ont installé des Serbes qu'elles refusent de déloger. Ainsi, les endroits où les retours de Bochniaques et de Croates sont les plus nombreux sont les zones de « *no-man's land* » qui longent l'ancienne ligne de front, et se trouvent à environ quatre kilomètres du centre-ville. Jusqu'à début 1999, aucune famille bochniaque ou croate ne parvient à retourner vivre dans le centre-ville, qui n'a pratiquement pas été détruit pendant la guerre. La « reconquête » du terrain s'arrête donc aux portes de la ville.
- 26 Selon la Commission pour les retours<sup>9</sup>, le nombre total de Bochniaques et de Croates étant retournés dans le corridor de Brčko à la date du 26 janvier 1999 s'élève à 5 000 environ. Or, selon la mairie de Brčko-RS, la population totale du corridor est à la même époque de 48 000 habitants. Ce qui signifie que les Bochniaques et les Croates représentent environ 11 % de la population totale du corridor au début de l'année 1999, contre 67 % en 1991. Bien que la "reconquête" du corridor soit laborieuse, le nombre de 5 000 personnes reste relativement élevé, lorsqu'il est comparé au nombre total de retours minoritaires en RS. En effet, d'après le Haut commissariat aux réfugiés, 10 000 Bochniaques et Croates seulement sont retournés en RS au début de 1999. En outre, plus de 5 000 familles bochniaques et croates ont fait une demande auprès de la Commission des retours pour se réinstaller dans le corridor, ce qui représente un retour potentiel de 20 000 personnes non-serbes environ. Ce nombre est lui aussi très élevé, en comparaison au nombre total de demandes faites par les Bochniaques et Croates pour retourner en RS depuis la fin de la

guerre. Il y a donc une évidente “offensive” croato-bochniaque sur le corridor de Brčko, qui n’a pas d’équivalent dans le reste de la RS.

- 27 En outre, si le nombre de retours minoritaires est beaucoup plus élevé à Brčko que dans d’autres régions de la RS, c’est grâce à la présence massive de la communauté internationale, et plus particulièrement grâce au superviseur international dont le rôle est de contrôler à Brčko l’application des accords de Dayton, c’est-à-dire, entre autres, de veiller aux retours des populations déplacées ou réfugiées pendant la guerre.

## Le rôle décisif de la communauté internationale

- 28 En février 1997, Roberts Owen, le Président du Tribunal pour Brčko, décide de mettre en place un programme spécial pour le retour des déplacés et réfugiés dans le corridor de Brčko, car le nombre de retours minoritaires y est très faible à cette date. La réalisation de ce programme est confié à Robert Farrand, superviseur nommé par le Haut représentant international en Bosnie-Herzégovine. Afin de mener à bien cette mission, R. Farrand est autorisé à promulguer des ordonnances obligatoires que les autorités serbes de Brčko devront respecter et appliquer. Le 24 avril 1997, il crée une commission chargée d’approuver les retours dans le corridor de Brčko<sup>10</sup> et, le 11 juin 1997, il interdit toute nouvelle attribution de logement à des réfugiés ou personnes déplacées sans le consentement de cette commission. Le but de ces ordonnances est à la fois d’empêcher les autorités serbes de Brčko-RS d’installer de nouveaux déplacés serbes dans des zones de retour, et de mettre en confiance les Bochniaques et les Croates qui souhaiteraient revenir. Le superviseur décide ensuite de mettre en place une police et une justice multiethniques, afin de faciliter le retour de la population non-serbe : leur composition sera basée sur celle des listes électorales pour les élections municipales de 1997 (Serbes : 52,2 % ; Bochniaques : 39,1 % ; Croates : 8,7 %).
- 29 En mars 1999, le Tribunal pour Brčko rend enfin son arbitrage, et décide que la municipalité de Brčko n’appartiendra ni à la Fédération, ni à la République serbe, mais sera transformée en “district neutre”<sup>11</sup>. Les frontières du nouveau district sont celles de la municipalité d’avant-guerre, et incluent donc Brčko-RS comme Brčko-Fédération. Ce territoire sera administré comme un “condominium”, c’est-à-dire qu’aucune des entités ne pourra exercer son autorité directe et exclusive sur le district, celui-ci étant placé sous l’autorité des institutions communes de la Bosnie-Herzégovine. Ainsi, ni la politique serbe du fait accompli, ni la légitimité historique et démographique des Bochniaques et des Croates n’ont prévalu.
- 30 Pourquoi le Tribunal a-t-il finalement opté pour cette solution sans gagnant ni perdant ? Il a d’abord estimé qu’il serait injuste d’attribuer Brčko à la RS, car ce serait entériner le nettoyage ethnique pratiqué par les Serbes durant la guerre. De plus, cela aurait enterré à tout jamais l’espoir d’un retour de la population non-serbe. Par contre, il semble que les divergences entre Bochniaques et Croates soient une des raisons pour lesquelles le Tribunal n’a pas attribué Brčko à la Fédération. Celle-ci, alliance “artificielle” créée par les Américains en mars 1994 (accords de Washington), est un mirage. Le Tribunal n’a apparemment pas voulu donner Brčko à une entité qui ne fonctionne pas. Une autre explication est possible : Brčko représente un enjeu stratégique de taille pour les Serbes ; le corridor est nécessaire à l’existence de la RS, parce qu’il permet sa continuité territoriale. Les Serbes avaient promis le retour de la violence en Bosnie-Herzégovine si

Brčko était attribué à la Fédération. Le Tribunal n'a donc pas voulu prendre de risques et a opté pour un compromis.

- 31 En mars 2000, le superviseur de Brčko applique la décision du Tribunal : il dissout les deux municipalités de Brčko-Fédération (Rahic-Brčko et Ravne-Brčko), ainsi que la municipalité serbe du corridor de Brčko (Brčko-RS), pour créer une seule entité politique appelée "District de Brčko de Bosnie-Herzégovine". Il nomme les membres d'un gouvernement intérimaire du District, avec à sa tête un maire serbe et un maire adjoint croate. Il nomme également les conseillers de l'Assemblée intérimaire du District, dont le président est bosniaque. En 2001, cette administration intérimaire est toujours en place, puisque des élections pour la désignation d'une nouvelle assemblée et d'un nouveau gouvernement n'ont pas encore eu lieu.
- 32 Depuis la signature des accords de Dayton, l'obsession de la communauté internationale est la reconstitution d'une société bosniaque pluricommunautaire, telle qu'elle existait avant la guerre. Un de ses objectifs principaux est donc le retour des populations réfugiées et déplacées, et particulièrement des minorités, dans leurs foyers d'origine. Pour la communauté internationale, Brčko représente un "microcosme" de la Bosnie-Herzégovine : le corridor de Brčko a été "nettoyé" pendant la guerre, comme beaucoup d'autres régions bosniaques, et les rivalités de pouvoir persistant à Brčko entre les trois communautés sont révélatrices de celles qui s'exercent dans le reste de la Bosnie-Herzégovine. En d'autres termes, la communauté internationale pense que Brčko, en temps que district neutre géré comme un protectorat, peut servir de laboratoire. Avec la nomination d'un superviseur international, Brčko représente une sorte de test ayant valeur d'exemple : il s'agit, sur un petit territoire, de favoriser par de fortes pressions diplomatiques le retour des déplacés et des réfugiés dans leurs foyers d'origine, afin de recréer un échantillon de la société bosniaque multiethnique d'avant-guerre. Si l'expérience fonctionne à Brčko, elle pourra ensuite être étendue à toute la Bosnie-Herzégovine.
- 33 Or, cinq ans après la signature des accords de Dayton, il s'avère que les endroits où les retours minoritaires sont les plus nombreux ne sont pas forcément ceux le plus étroitement contrôlés par la communauté internationale. Depuis l'arbitrage du Tribunal en mars 1999, le nombre de retours minoritaires dans le District de Brčko n'a pas autant progressé que dans le reste de la RS. En effet, leur nombre a plus que doublé en RS entre 1999 et 2000 (passant de 10 000 à 22 000 environ), alors qu'il tendent à se stabiliser dans le District de Brčko. Il faut cependant relativiser ce demi-échec, puisque les retours minoritaires dans le corridor de Brčko représentent toujours un quart du nombre total de ceux enregistrés dans toute la RS. L'espoir nourri par la communauté internationale de faire de Brčko un exemple de multiethnicité pour le reste de la Bosnie-Herzégovine, même s'il s'amenuise, n'est donc pas encore éteint.

---

## NOTES

1. Est considérée comme déplacée toute personne résidant déjà en Bosnie-Herzégovine au moment du recensement de 1991, mais ayant dû quitter son lieu de résidence au cours du conflit. Est considérée comme réfugiée toute personne ayant trouvé refuge en Bosnie-Herzégovine après 1991 (ex. : Serbes de Croatie).
  2. Environ 4 000 déplacés sont originaires de Tuzla , 2 500 de Brčko-Fédération, 2 500 de Zenica et 1 200 d'Orašje. Source : Mairie de Brčko, Département de la protection sociale (mars 1999).
  3. Environ 1 800 déplacés sont originaires de Bihać. Source : Idem.
  4. Environ 3 500 déplacés sont originaires de Jajce. Source : Idem.
  5. Les plaques d'immatriculation des Bochniaques ont une fleur de lys, symbole de la Bosnie-Herzégovine, celles des Croates le damier rouge et blanc qui se trouve sur le drapeau croate, et celles des Serbes le symbole national serbe avec quatre "S" en cyrillique, qui signifient : « Seulement l'unité sauve le Serbe » (*Samo Sloga Srbina Spašava*).
  6. Les autorités ont notamment relogé des Serbes de Bihać dans deux villages à majorité croate avant la guerre, Marković Polje et Gorice.
  7. Le 2 mars 1997, à Gajevi (Brčko-Fédération), 150 Serbes mettent le feu à onze maisons préfabriquées dans lesquelles vivent des Bochniaques en attendant de pouvoir retourner à Brčko. Le 1er mai 1997, des Serbes jettent des pierres sur deux bus transportant des Bochniaques et des Croates venus visiter leurs maisons, et les obligent à faire demi-tour. Le 5 août 1997, des Serbes déplacés et relogés à Broduša assaillent des Bochniaques venus reconstruire leurs maisons.
  8. Sur les 25 914 Bochniaques et 9 016 Croates que comptait le corridor de Brčko en 1991, 15 000 Bochniaques et 4 000 Croates environ se seraient réfugiés à " Brčko-Fédération". Source : municipalités de Rahić-Brčko et Ravne-Brčko, mars 1999.
  9. Organisme gérant le retour des personnes déplacées et des réfugiées à Brčko, et rassemblant le maire serbe de Brčko, ses deux adjoints bochniaque et croate, ainsi que des représentants de l'Office du Haut représentant (OHR), du Haut commissariat aux réfugiés (UNHCR), de la Force de stabilisation (SFOR) et de la police internationale (IPTF).
  10. Voir note précédente.
  11. Cette décision est en fait prise par le seul arbitre-président, Roberts Owen, les juges serbe et bochniaque ayant refusé de s'y associer.
- 

## AUTEUR

### LAURENCE ROBIN-HUNTER

Titulaire d'un DEA de géopolitique à Paris VIII et étudiante à la School of Law de Columbia University (New-York). Cet article est basé sur les recherches menées dans le cadre de son mémoire de DEA.